

RAPPORT INTRODUCTIF

Le thème choisi par le Conseil International des Monuments et des Sites pour le présent colloque vient particulièrement à son heure.

De tous les problèmes que pose aujourd'hui la sauvegarde du patrimoine culturel de l'humanité, celui de la conservation et de la réanimation des centres historiques est probablement l'un des plus urgents. Le développement de la civilisation industrielle, qui s'est considérablement accéléré depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, fait désormais courir un péril extrême aux centres historiques des villes, aux bourgades et aux villages anciens, ainsi qu'au cadre même des monuments les plus insignes.

Cette évolution, et la prise de conscience des dangers qu'elle implique, ont été clairement définies lors du deuxième Congrès Mondial des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques, tenu à Venise en 1964. L'article 1er du document sorti des travaux de ce Congrès, que l'on appelle maintenant la "Charte de Venise", indique en effet que "la notion de monument historique comprend tant la création architecturale isolée que le site urbain ou rural qui porte témoignage d'une civilisation particulière, d'une évolution significative ou d'un événement historique." "Elle s'étend non seulement aux grandes créations, mais aussi aux oeuvres modestes qui ont acquis avec le temps une signification culturelle".

Cet article fondamental inspire désormais l'action des organismes internationaux qui ont pour mission de défendre les valeurs de cet ordre.

L'UNESCO a inscrit le problème à l'ordre du jour de l'une de ses récentes Assemblées générales, et elle se préoccupe de mettre en oeuvre les moyens de lutte contre la dégradation des centres historiques. Le Conseil de l'Europe organise, depuis près de trois ans, une série de confrontations sur le même thème, et des recommandations précises aux Gouvernements des pays membres du Conseil sont déjà sorties de ces assises.

Il appartient maintenant à l'ICOMOS, au travers de ce colloque, de forger l'instrument scientifique nécessaire à la mise en application de la politique mondiale en la matière.

ORIENTATION DES TRAVAUX.

Les questionnaires envoyés aux Comités Nationaux pour la préparation du présent Colloque ont déjà permis de recueillir une précieuse documentation.

Il nous faut remercier collectivement nos collègues pour le sérieux avec lequel ils ont abordé le problème, ainsi que pour la qualité et l'abondance des renseignements qu'ils nous ont fournis. L'ensemble des réponses s'accorde sur les causes du phénomène d'abandon et de dévitalisation dont souffrent aujourd'hui les centres historiques.

Ces causes résident essentiellement dans la concentration urbaine massive qui résulte de l'expansion économique, et dans l'exode rural qui est la conséquence de la mécanisation de l'agriculture, (ainsi que, pour certains pays, de l'attrait qu'exercent sur la population des campagnes les hauts salaires pratiqués dans les villes). Le phénomène se trouve accéléré par une pression démographique très forte, qui nécessite la construction d'un nombre sans cesse plus grand de logements.

Cette concentration urbaine provoque un accroissement correspondant du trafic automobile dont l'intensité nécessite l'élargissement des voies anciennes, mal adaptées à la circulation moderne, tout en compromettant gravement, au surplus, la stabilité des constructions anciennes. D'autre part, et dans presque tous les pays, la rareté, donc la cherté du terrain dans les centres des villes amène les constructeurs à édifier des immeubles élevés, qui rompent l'harmonie du noyau historique et lui font perdre son échelle. Parallèlement s'accroît l'état de délabrement des immeubles anciens, que leurs habitants désertent massivement pour s'installer dans les maisons modernes; l'entretien normal des constructions ne peut plus ainsi être assuré.

Ainsi, les centres historiques tendent à devenir au coeur des villes des corps étrangers que l'on s'emploie à éliminer, faute d'avoir su ou d'avoir pu les intégrer à la vie de la cité. On constate aussi que les villages subissent une pression inverse due à l'afflux des citadins qui y créent des résidences secondaires en dénaturant les maisons, souvent de manière involontaire, pour les doter du confort auquel ils sont habitués.

tient à notre colloque de dégager les méthodes et les moyens techniques qui permettront d'enrayer l'état de choses actuel. La première de nos tâches serait, semble-t-il, de définir ce que nous entendons par "centre historique". Dans la note préliminaire au colloque, j'ai tenté d'en donner la définition suivante :

"on peut appeler "centre historique" (ou "ensemble d'intérêt historique ou artistique") tout groupe de constructions qui, par son homogénéité et son intérêt historique, archéologique, artistique ou pittoresque, présente les caractéristiques nécessaires pour justifier sa préservation et sa mise en valeur."

Si l'on admet cette définition, deux facteurs doivent être réunis pour que l'ensemble apparaisse digne d'une protection globale :

a. L'homogénéité.

Le centre historique doit être nettement délimité par des repères architecturaux ou géographiques, et il doit constituer un tout cohérent.

Lorsqu'il s'agit de villages ou de bourgades situés sur des mamelons ou des hauteurs, et auxquels on donne généralement le nom de "villages-pitons", la délimitation résulte de leur situation géographique: l'agglomération est définie sur le terrain par sa fonction défensive, que souligne généralement une ligne de remparts ou une falaise abrupte. Ces centres, situés pour la plupart hors des grandes voies de communication, n'ont pas subi, en général, de modifications importantes dans leur structure, et leur homogénéité est souvent intacte.

Dans les villes, le centre historique s'organise autour des monuments publics autour desquels s'est progressivement réalisée l'expansion urbaine (église, maison commune, etc). Très souvent, le noyau ancien est, lui aussi, délimité par une enceinte, ou un boulevard aménagé sur le tracé de l'enceinte. Parfois le centre, s'il est important, compte plusieurs enceintes concentriques, qui correspondent aux expansions successives.

A Paris, par exemple, on compte cinq enceintes successives, depuis le rempart gallo-romain jusqu'à l'enceinte de la fin du 18ème siècle dite des "Fermiers Généraux".

Le centre historique homogène est alors constitué par la totalité du tissu urbain inclus dans l'enceinte la plus vaste, à moins qu'il n'ait subi, dans les zones périphériques, des destructions ou transformations massives, comme ce fut le cas, au 19ème siècle pour la partie de la ville d'Avignon comprise entre l'enceinte du 12ème siècle et celle du 14ème siècle.

Il arrive aussi, assez fréquemment, que le centre historique

ait été coupé en son milieu par de larges voies percées au siècle dernier, en général, pour favoriser la circulation. C'est le cas, notamment, pour l'axe "haussmanien" de Paris qui a tronçonné la ville ancienne en une série de quartiers désormais isolés les uns des autres, mais qui ont conservé leur homogénéité propre.

On pourra alors parler, pour une même ville, non plus d'un, mais de plusieurs ensembles d'intérêt historique dont chacun mérite, individuellement une protection particulière.

Il va de soi que l'homogénéité de l'ensemble historique doit résulter non seulement du groupement topographique des constructions mais encore du maintien, à l'intérieur du quartier, des cheminements anciens, et de l'échelle des immeubles, ainsi que du volume primitif. On constate, à l'expérience, que le respect de l'homogénéité des ensembles est en raison inverse du développement économique qu'a subi la région dans laquelle se trouve située l'agglomération ancienne. C'est ainsi qu'en France, plus des deux tiers des ensembles historiques actuellement dénombrés, et qui sont de l'ordre de quinze cents, se trouvent situés dans le Sud du pays, appelé par les économistes le "désert français", en raison de la faiblesse de son expansion économique et industrielle.

b. L'intérêt historique, archéologique ou artistique.

Il ne suffit pas, évidemment, que les ensembles historiques soient restés homogènes dans leur tissu, leurs cheminements ou leurs volumes. Il faut encore qu'ils présentent un intérêt global justifiant leur conservation.

Cet intérêt consiste moins dans le caractère monumental de tel ou tel édifice considéré isolément que dans la qualité architecturale, archéologique ou esthétique du groupement considéré.

Rares sont les villes qui constituent aujourd'hui des ensembles monumentaux intégralement valables; sans doute le seul exemple complet de ce type qui subsiste aujourd'hui est-il celui de Venise, en raison de sa qualité particulière de "ville sur l'eau".

Presque toujours, les cités historiques, même les plus renommées, comportent autour d'ensembles monumentaux imposants des groupes de constructions plus modestes, dont chacune prise isolément ne mérite pas d'être qualifiée de monument, mais qui présentent un indiscutable intérêt collectif.

Nous en avons un excellent exemple avec la ville anglaise de Bath qui comprend, groupés autour de places ou d'ensembles monumentaux, des alignements homogènes de maisons du 17ème et du 18ème siècles qu'il ne peut être question de préserver que globalement.

Très souvent, ces maisons peuvent avoir été dénaturées en partie, notamment par l'installation de commerces dans les locaux à rez-de-chaussée; mais si ces modifications n'ont pas altéré la structure des édifices on pourra restituer le rythme et l'ordonnance des façades au prix d'une remise en état bien conduite.

Ainsi le quartier Saint Jean à Lyon retrouve-t-il progressivement son apparence originale par la suppression des coffrages de boutiques et la réinscription des vitrines dans les arcades à rez-de-chaussée.

Les mêmes critères d'intérêt architectural ou archéologique sont valables pour le cadre des monuments anciens (places autour des églises, villages accompagnant des châteaux) qui constitue, avec le monument lui-même, l'ensemble historique dont la sauvegarde doit être assurée par des mesures globales.

Au stade de notre recherche, il n'est évidemment pas possible d'aller plus loin dans la définition des ensembles historiques, qui présentent d'ailleurs nécessairement des caractères très variés d'une région ou d'un pays à l'autre.

Par exemple, les ensembles de maisons à pans de bois, qui se retrouvent à un grand nombre d'exemplaires dans les pays de l'Europe Occidentale, et dont beaucoup ont souffert du fait des guerres et des incendies ne constituent plus guère aujourd'hui des groupes homogènes que dans la mesure où leurs façades ont été revêtues d'enduits protecteurs, au cours des siècles passés.

Je voudrais maintenant aborder les principaux thèmes qui me paraissent devoir retenir l'attention de notre Colloque, et dont la discussion serait vraisemblablement de nature à faire progresser la solution des problèmes posés.

Ces thèmes pourraient être les suivants :

- I. L'inventaire des ensembles.
- II. La nécessité d'une législation de sauvegarde.
- III. Les principaux problèmes techniques, à savoir :
 - a. Les méthodes de restauration,
 - b. L'intégration de l'architecture nouvelle dans les villes anciennes,
 - c. La circulation et le stationnement automobiles,
 - d. La nécessité de la liaison des conservateurs avec les urbanistes et les planificateurs,
 - e. La formation des spécialistes.

Je voudrais rapidement, sur chacun de ces points, fournir à la discussion ultérieure les éléments qui ressortent du questionnaire préparatoire.

Ces éléments peuvent être ainsi résumés :

L'inventaire des ensembles

Les renseignements venus à ma connaissance conduisent à penser que rares sont les pays qui ont procédé jusqu'ici, de manière systématique, à l'inventorisation de leurs ensembles historiques.

Dans la plupart des cas, l'inventaire ne porte encore que sur les édifices isolés. Toutefois, un certain nombre de pays ont mis en oeuvre une politique de recensement scientifique dans la matière qui nous préoccupe.

L'objectif est d'obtenir la connaissance intégrale des ensembles susceptibles d'être protégés.

A cet effet, certains services nationaux établissent pour chaque ensemble une documentation complète, comportant des données historiques bibliographiques, iconographiques et graphiques.

La documentation qui paraît la meilleure comprend :

- des relevés détaillés, au besoin photogrammétriques, de chacun des éléments constitutifs de l'ensemble, de préférence rue par rue;
- des plans et coupes de l'état actuel ;
- les principales données historiques (histoire de la ville, désastres et calamités, guerres, sièges, grands incendies ou déluges - les facteurs de formation de l'agglomération) ;
- les événements économiques principaux ;
- le développement démographique ;
- les caractéristiques de l'ensemble, et son état de conservation (composition du plan urbain, transformations subies, principaux édifices, avec leur rôle dans la cité, système de défense, silhouette de la ville).

Un inventaire aussi exhaustif n'est évidemment pas réalisable dans tous les pays, et c'est la raison pour laquelle certains organismes, comme le Conseil de l'Europe, ont mis au point des "fiches d'inventaire sommaire" qui permettent à tout le moins de faciliter le repérage sur le terrain des ensembles existants.

Il est toutefois évident qu'un travail de cet ordre, pour aussi indispensable qu'il soit, ne saurait avoir d'utilité que s'il débouche sur des mesures pratiques de sauvegarde, facilitées par une législation appropriée.

II. La nécessité d'une législation de sauvegarde et de réanimation.

Dans ce domaine encore, les réponses au questionnaire révèlent que très peu de pays possèdent actuellement une législation conçue aux fins de sauvegarde et de réanimation des

ensembles historiques.

Quelques nations disposent des moyens juridiques permettant le classement des ensembles, dans le souci d'éviter les modifications susceptibles d'altérer leur structure ou leur aspect.

Il apparaît évident qu'une législation de cet ordre, de nature strictement conservatoire, ne saurait avoir qu'une portée limitée.

Il est en effet impossible d'assurer l'entretien normal des immeubles qui composent les ensembles historiques si l'intervention de l'Etat ou des pouvoirs locaux ne se manifeste que sous la forme d'une interdiction de démolir ou de modifier.

On aboutirait ainsi, presque inévitablement, à la ruine de ce patrimoine que leurs propriétaires ne peuvent entretenir avec leurs seules ressources.

Au surplus, il ne servirait à rien de maintenir le gros oeuvre des immeubles s'il ne leur était pas trouvé une affectation nouvelle qui leur assigne une fonction dans la cité.

L'on est ainsi conduit à imaginer la nécessité d'une législation entièrement nouvelle qui tienne compte du double impératif que constitue la sauvegarde et la réanimation des ensembles historiques.

Cette législation, que quelques pays ont déjà introduite dans leur système administratif, est actuellement à l'étude un peu partout dans le monde.

Elle semble devoir s'inspirer des principes suivants :
Les ensembles historiques ne doivent pas être considérés comme des "quartiers musées" créés et maintenus à l'intention des touristes; ils doivent, au contraire, se voir assigner un rôle précis dans la vie et dans l'expansion urbaines.

Cet objectif ne peut être atteint sans l'aide financière et technique de l'Etat et des pouvoirs publics.
La réanimation des ensembles doit nécessairement s'intégrer dans les plans d'expansion urbanistique et économique, au niveau régional ou national.

III. Les problèmes techniques.

Ces problèmes sont nombreux et délicats. La plupart des réponses au questionnaire mettent l'accent sur les points suivants :

Les difficultés techniques de la restauration et la réanimation des ensembles historiques;
La nécessité d'harmoniser l'architecture nouvelle avec le caractère historique;

La circulation et les stationnements des véhicules automobiles;
L'absence de spécialistes qualifiés.

Ces problèmes ont été bien mis en lumière lors du Symposium international sur la régénération des "Sites historiques urbains", tenu à Prague sous l'égide de l'ICOMOS, en Juin 1966.

La déclaration finale du Symposium contient en effet les deux paragraphes suivants :

"La solution du problème de la protection des centres urbains historiques n'est concevable que dans le cadre d'un plan d'aménagement régional qui vise à satisfaire l'ensemble des besoins d'une région, tout en respectant l'intégrité et la cohérence de la structure des villes anciennes".

"L'intégration de constructions et d'aménagements nouveaux dans ces villes doit retenir une attention particulière".

Cette orientation me paraît digne d'intérêt, et répond bien aux préoccupations exprimées par la quasi-totalité des pays participants, dans leurs réponses au questionnaire initial.

Pour l'examen de ces réponses, reprenons successivement chacun des points énumérés ci-dessus :

A. Les difficultés techniques de la restauration et de la réanimation.

La restauration.

L'avis le plus généralement exprimé est que la restauration des ensembles historiques nécessite l'élaboration d'une doctrine nouvelle.

Lorsqu'un monument important, ou un ensemble monumental comme la place des Vosges, se trouvent situés dans le cadre d'un ensemble historique, ils doivent naturellement être restaurés selon les principes admis en matière de conservation monumentale.

Mais, comme nous l'avons vu, la majeure partie des immeubles qui composent les ensembles sont d'importance et d'intérêt modestes; ils comptent davantage par leur groupement que par leurs qualités individuelles. Là se pose une première question : quels immeubles doit-on restaurer ?

L'étude analytique détaillée doit permettre de choisir les édifices qui doivent être conservés, en totalité ou en partie, et ceux qui peuvent ou doivent être démolis.

Cela dépend principalement de l'état de vétusté de chaque construction, et de ses possibilités d'utilisation future dans le cadre du plan de réanimation de l'ensemble.

On pose généralement comme principe qu'il faudra s'employer à sauver le plus grand nombre possible d'immeubles anciens, afin de garder à l'ensemble son homogénéité et son unité.

La seconde question est : comment doit-on restaurer ? La plupart des avis émis sur ce point s'accordent sur la nécessité de n'employer que des méthodes discrètes, et, dans la mesure du possible, relativement peu coûteuses.

Nous sommes placés là devant un problème de doctri-

La restauration des ensembles relève autant du domaine de l'urbanisme que de celui de la conservation monumentale.

Ce qu'il s'agit de sauvegarder, c'est avant tout l'aspect d'une ville ou d'un quartier de ville, donc son échelle, ses volumes, ses cheminements anciens, le rythme et le percement des façades, ainsi que la pente et les matériaux des toitures.

Est-il indispensable, pour y parvenir, d'utiliser les procédés habituels et onéreux de la restauration ?

La question ne trouvera de réponse que dans les cas d'espèce car il est évident qu'on ne pourra traiter de la même manière les alignements urbains des 17ème et 18ème siècles, et les groupements de maisons médiévales.

D'autre part, le problème du milieu urbain dans lequel s'insère l'ensemble à protéger est également déterminant.

La résolution du Symposium de Prague rappelle que "la beauté d'un paysage urbain comprend tout autant les vues sur la ville que celles de ses places, de ses rues et de ses quartiers".

Nous rejoignons ici la préoccupation d'une intégration de l'ensemble dans une planification globale.

Il est effectivement certain que la protection des vues sur l'ensemble sera souvent aussi importante que la conservation du centre historique proprement dit.

Il serait inutile d'apporter des soins à la sauvegarde d'un groupement ancien s'il s'édifie, à ses abords immédiats, et parfois même lointains, des immeubles-tours qui l'écraseraient de leur masse, et créeraient ainsi une irrémédiable rupture d'échelle.

La question se pose aujourd'hui dans de nombreuses villes, notamment à Paris, où le problème de l'architecture qui doit remplacer les Halles Centrales, proches du quartier du Marais, suscite des controverses passionnées.

Certains des projets présentés tendent en effet à construire à cet emplacement des immeubles de grande hauteur, dont la juxtaposition avec le Marais rendrait stériles les efforts déployés pour la sauvegarde de ce quartier.

B. La réanimation.

Comment cette réanimation indispensable doit elle se pratiquer, sur le plan technique?

La première question qui se pose à ce sujet est évidemment celle de la destination à donner aux immeubles restaurés.

Sa solution dépend du plan d'aménagement et d'urbanisme qui doit définir les fonctions assignées à ces immeubles.

En supposant résolu ce préalable fondamental, qui a déjà fait l'objet de nombreux échanges de vues sur le plan international, la réanimation pose une série de problèmes techniques très difficiles à résoudre.

Dans tous les cas, il est en effet nécessaire de moderniser l'habitat, et de doter les immeubles anciens du confort minimum sans lequel l'exode de la population risque de se poursuivre inexorablement.

Cela suppose qu'on dote les logements d'un éclairage, d'un chauffage et de conditions d'habitat décentes.

En général, les immeubles de la période classique se prêtent assez bien à ce genre d'aménagement.

Par contre, la difficulté sera très grande de moderniser l'habitat dans les villes ou quartiers de villes où subsistent en grand nombre des maisons des 15ème et 16ème siècles; ou des siècles antérieurs.

L'étroitesse des rues, l'exiguïté des fenêtres et des cours intérieures semblent, à priori, rendre ces maisons impropres à l'habitat moderne.

La solution la plus généralement proposée consiste à procéder par curetage, en favorisant la création de nouvelles cours intérieures aérées et plantées, sur lesquelles s'ouvriraient les pièces de séjour.

Les pièces annexes pourraient être aménagées sur les façades principales, où leur situation présenterait moins d'inconvénients.

Pour parvenir à ce résultat, il faudra nécessairement procéder à certains sacrifices, en élargissant les cours par la démolition des murs séparatifs, et en pratiquant au besoin des cheminements d'immeuble à immeuble.

Mais il ne faut pas se dissimuler que le curetage sera, dans bien des cas, la condition sine qua non de la réanimation des ensembles.

C. L'intégration de l'architecture nouvelle dans les ensembles historiques.

La nécessité de cette intégration est évidente. D'abord, il existe maintenant de nombreuses "brèches" dans les villes ou les quartiers anciens.

Depuis le début de ce siècle, il est fréquemment arrivé que les pouvoirs locaux se soient trouvés contraints de faire abattre des groupes entiers de maisons devenues insalubres et dangereuses, en raison de leur vétusté et de leur manque d'entretien prolongé.

Dans certains cas, les îlots abattus ont été remplacés par des constructions modernes dont l'effet n'est pas toujours heureux, quand il n'est pas franchement attentatoire à l'aspect de l'ensemble historique.

Dans d'autres cas, assez nombreux, il existe aujourd'hui des emplacements vierges de constructions, qui sont le plus souvent laissés à l'abandon, et qu'il faudra bien un jour "re-meubler".

Fréquents aussi sont les cas dont nous avons parlé, et où des immeubles existants doivent être abattus pour des raisons de sécurité publique, ou parce que leur restauration serait trop onéreuse.

Quels principes devront gouverner l'intégration de l'architecture nouvelle dans les ensembles historiques?

On admet généralement que cette architecture devra respecter les volumes et l'échelle des immeubles environnants, afin de maintenir une indispensable unité.

Mais quel type d'architecture pourra être adopté? Si l'on s'accorde à condamner le pastiche, les opinions varient extrêmement sur les partis possibles.

Faut-il respecter le rythme des façades anciennes, leurs percements, garder des pentes de couverture analogues à celles qui existent à l'entour?

Peut-on tolérer la création architecturale avec l'emploi de matériaux modernes comme le verre et l'acier dans un tissu d'immeubles à ossature de bois, de brique ou de pierre?

Telles sont les questions posées, qui ne pourront évidemment être résolues que par une série de solutions diverses, traitées en fonction des cas d'espèce.

Il semble pourtant que notre colloque pourrait définir sur ce point essentiel un certain nombre de principes de base, qui guideraient l'action des services nationaux.

D. La circulation et le stationnement des automobiles.

L'une des préoccupations les plus fréquemment exprimées par les pays participants est celle qui concerne la circulation et le stationnement des automobiles.

L'opinion qui se dégage en très grande majorité de la consultation préalable est que les ensembles historiques devraient jouir sur ce point d'un traitement privilégié, qui les protège contre l'envahissement des véhicules.

Il est admis, d'une part, que la présence d'un grand nombre de voitures sur les places et dans les rues des villes anciennes a pour conséquence d'en altérer gravement l'atmosphère et l'aspect.

D'autre part et surtout, le passage répété des automobiles est l'un des principaux facteurs de dégradation du patrimoine historique urbain.

Les trépidations que provoquent ces passages incessants ébranlent la structure des maisons anciennes, au surplus, les véhicules de fort tonnage écrasent les pavages fragiles, et les dégagements de fumées nocives élèvent au delà du niveau supportable par l'organisme humain la pollution de l'atmosphère dans les rues étroites et sinueuses des vieilles villes.

Le remède proposé est l'interdiction, tout au moins une considérable restriction, de la circulation automobile dans les centres historiques, par la création de voies de contournement et de parcs de stationnement situés à l'extérieur.

Plusieurs expériences intéressantes ont été réalisées dans ce domaine. Certains pays ont interdit la circulation dans les quartiers anciens; d'autres ont créé, ou envisagent de créer des tunnels passant sous ces quartiers.

Il ne faut pas dissimuler que ce sont là des opérations fort coûteuses, et souvent impopulaires.

Il serait sans doute utile qu'une recommandation expresse soit émise sur ce point par le colloque, pour appeler l'attention des Comités nationaux et, par leur intermédiaire, des gouvernements sur la nécessité de trouver, dans chaque pays, une solution convenable à ce difficile problème.

E. L'absence de spécialistes qualifiés.

La plupart des pays mettent l'accent sur les difficultés qu'ils éprouvent à former et à recruter des spécialistes qualifiés pour la restauration et la réanimation des ensembles historiques.

Ces difficultés résident dans la nécessité de constituer un corps d'hommes de l'art et de techniciens capables d'affronter à la fois les problèmes de la conservation des immeubles anciens, de la création architecturale, de l'urbanisme et de l'aménagement économique et foncier.

S'il paraît possible de constituer des collèges d'architectes et d'archéologues conservateurs, d'urbanistes et d'aménageurs, il importe que leurs activités soient coordonnées par un ou plusieurs responsables dotés d'une polyvalence suffisante pour leur permettre de concevoir les solutions d'ensemble.

Certains pays confient cette responsabilité à une personne unique, d'autres, à des groupes de travail comprenant

des représentants des différentes disciplines.

Quelle que soit la solution adoptée, il paraît évident que l'évolution actuelle impose la création de nouveaux corps techniques dotés d'une formation généralisée, et capables de dominer les problèmes complexes que suscite la conservation des ensembles.

Sans doute le Centre international de Rome serait-il bien inspiré en prenant l'initiative d'une formation dans ce domaine.

La recherche des ouvriers qualifiés constitue également une sérieuse préoccupation.

Les maçons, charpentiers et couvreurs qui utilisent encore les méthodes anciennes - et dont le nombre décroît constamment - sont entièrement utilisés par les entreprises et les services de conservation des monuments.

Or, l'ampleur des besoins créés par la sauvegarde et la réanimation des ensembles historiques risque de provoquer rapidement une grave pénurie d'ouvriers qualifiés, qu'il importe donc de former au plus vite, et de rémunérer convenablement, en fonction de leur qualification professionnelle.

Tels paraissent être les plus importants problèmes évoqués lors de l'enquête préalable à notre colloque.

D'autres questions également sérieuses nécessiteraient une réflexion et un échange de vues, par exemple le coût des travaux de restauration qui, pour des raisons aussi bien économiques que politiques, ne devrait pas être supérieur à celui des constructions neuves.

Il y a là, à n'en pas douter, matière à ample discussion lors de nos travaux, dont le retentissement peut être considérable.

Comme je l'ai indiqué au début de ce rapport, la plupart des gouvernements semblent avoir pris conscience de l'urgence que présente la sauvegarde de leurs ensembles historiques.

Ils attendent de nous que soient fournies les solutions techniques propres à répondre à leurs préoccupations.

C'est à cette tâche essentielle que nous sommes conviés, et je suis persuadé que les conclusions auxquelles nous aboutirons seront à la mesure des ambitions qui nous animent.

François SORLIN